

MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT  
Initiative pour le Développement par l'Epargne  
et le Crédit "EYANO"

**MEC - IDECE**

**SYNERGIE MICROFINANCE ET  
AGRICULTURE DANS LE MONDE RURAL :**

*Vision de la MEC IDECE pour le District de  
Mai-Ndombe, province de Bandundu*

*Par*

***Paul BONDA***

*Tél. : (243) 998304435*

*e-mail : paul\_bonda@yahoo.fr*

**MARS 2008**

## **I. BREVE PRESENTATION DU DISTRICT DE MAI-NDOMBE**

Le District de Mai - Ndombe est limité au nord par la province de l'Equateur, au sud par le District du Plateau et le District du Kwango, à l'ouest par la province du Kasai – occidental et à l'est par le District du Plateau.

Sa superficie est de 98.851 km<sup>2</sup> regorgeant une population estimée à 763.295 habitants. Il possède un potentiel de voies navigables constitué des rivières Kasai, M'fimi, Lukenie, Lutoie et du lac Mai-Ndombe. Sa grande superficie de terres arabes y compris son réseau hydraulique lui offre des opportunités d'exploitation agricole sans entrave et du développement de l'activité de la pêche.

Depuis les temps immémoriaux, ni son poisson, ni son manioc moins encore son bois n'a contribué de manière significative à l'essor économique du District de Mai-Ndombe. Dans les années soixante-dix, l'introduction de la culture du café a suscité d'énormes espoirs auprès de la population de cette contrée. Grâce à elle, les parents ont pu scolariser leurs enfants, leur assurer l'accès aux soins de santé avec quiétude. Le nombre des maisons en tôles, des moteurs hors bord, des baleinières et des motos croissait chaque année et un embryon d'une classe moyenne germait.

A la chute du cours de café, tous ses espoirs se sont évanouis dans l'océan des âges. La population de Mai-Ndombe n'a pas trouvé l'alternative à la culture du café. La pauvreté s'est alors accentuée et s'est généralisée. Aujourd'hui, le vélo est un luxe dans nos villages, le métier de passeurs d'eau est devenu une profession avec la disparition des moteurs hors bord qui jadis faisaient le transport des biens et des personnes. Le retour à la pirogue pour les déplacements fluviaux et à la marche à pieds pour les déplacements terrestres est une preuve éloquente du recule que connaît aujourd'hui cette partie du pays.

Devant cette pauvreté généralisée, nous ne pouvons plus nous contenter de critiquer sans proposer, de nous indigner sans agir, d'observer et de subir. C'est dans ce contexte que nous présentons ci- dessous la vision de la MEC IDECE sur la contribution de la micro finance au développement de l'agriculture familiale dans le District de Mai-Ndombe, Province de Bandundu.

La MEC IDECE qui s'est installée dans cette contrée voudrait faire du crédit, un catalyseur important pour le développement économique du District. La rentabilité, la pérennité et la viabilité de notre MEC sont aussi fonction de la rentabilité des activités qu'elle finance. Pour ce faire, notre vision sur la micro finance et l'agriculture dans le monde rural, particulièrement au Mai-Ndombe est décrite succinctement dans les lignes qui suivent et fait partie de son plan de développement quinquennal 2008-2012. les sites de Nioki, Mbatu Kutu, Inongo, Semendwa, Oshwe et notamment TOLO deviendront dans les cinq prochaines années des MEC agréées en vue de constituer le réseau IDECE.

## **II. OPPORTUNITE ET CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MICRO-FINANCIER DANS LE DISTRICT DE MAÏ-NDOMBE**

- a) Les principales opportunités qui s'offrent dans le secteur sont notamment :
- Une grande demande de services financiers non couverte ;
  - La forte détermination des responsables de la MEC IDECE de s'investir dans de bonnes pratiques et d'inscrire leur institution sur la voie de la pérennité ;
  - Un sol très fertile et de cours d'eau poissonneux favorables au développement de la synergie agriculture- micro finance.
- b) Les contraintes du secteur micro financier dans le District de Maï-Ndombe sont :
- l'amateurisme des dirigeants et du personnel des IMF ;
  - la faiblesse des ressources financières internes (sous-capitalisation, faible dotation en fonds propres, faible mobilisation de l'épargne) ;
  - la rareté des structures d'appui technique ;
  - la rareté de la subvention d'équipement et d'exploitation ;
  - Absence des Bailleurs de fonds pour soutenir le secteur de Micro finance dans cette partie du pays.

## **III. HISTORIQUE DE LA MEC IDECE**

Tout est parti de l'expérience de l'ONGD DIB qui, dans le cadre de son programme de lutte contre la pauvreté avait mis en place en 2001 un projet intitulé "Appui Crédit aux ménages" en sigle "A.C.M". Il avait pour objet la collecte de l'épargne et l'octroi de crédit à ses membres. Ce projet jouissait de l'autonomie de gestion par rapport à l'ONG.

Pour se conformer à la législation en vigueur au pays, le projet a été institutionnalisé sous la dénomination de l'Initiative pour le Développement de l'Epargne et le Crédit Eyano en sigle "IDECE" fonctionnant conformément à l'instruction n° 1 de la Banque Centrale du Congo relative aux IMF. La révision de ladite instruction notamment en ce qui concerne le capital social nous obligera de créer une nouvelle structure dénommée MEC IDECE fonctionnant selon les principes coopératifs.

## **Vision et mission de la MEC IDECE**

### **a) Vision**

Participer au renforcement des capacités de l'économie sociale orientée vers l'amélioration du bien-être des populations périurbaines et rurales.

### **b) Mission**

Assurer aux micro entrepreneurs et aux paysans des services financiers décentralisés, adaptés, durables et fiables en vue d'accroître leur revenu et d'affirmer leur autonomie.

## **IV. EXPERIENCE DE L'IDECE DANS L'APPUI CREDIT AU SECTEUR AGRICOLE**

Cette expérience a connu deux phases que nous présentons succinctement dans les lignes qui suivent.

### **a) Première phase (2002 à 2004)**

Dans cette phase expérimentale, l'IDECE avait octroyé des crédits individuels et collectifs principalement aux maraîchers et éleveurs de la périphérie de Kinshasa. Le montant variait entre 100 et 400 \$ US pour les personnes physiques et de 1.000 à 3.500 \$ US pour les personnes morales. Ces crédits ont connu un taux d'impayés important dû notamment à :

- l'amateurisme des dirigeants et des agents de l'IMF ;
- l'absence des agents de crédit formés et permanents ;
- l'octroi de crédit en dehors du calendrier agricole ;
- l'exigence du remboursement de crédit dès le 1<sup>er</sup> mois c'est-à-dire avant la vente des produits (crédit inadapté) ;
- les aléas comme les inondations et la peste porcine qu'ont connues certains des bénéficiaires des crédits ;
- l'absence de subvention d'exploitation de la part des partenaires qui nous accompagnaient alors que l'IDECE était au début de ses activités ;
- les maraîchers et éleveurs particulièrement ceux de la périphérie de Kinshasa ont été longtemps habitués à la logique des dons à travers les ONG et les agences caritatives. Le passage de la culture de don à celle du crédit a entraîné une véritable douleur d'enfantement auprès de nos bénéficiaires avec des répercussions négatives sur la qualité de notre portefeuille de crédit ;
- la mauvaise affectation du crédit reçu par les emprunteurs.

## **b) La deuxième phase (2005-2006)**

Tirant les leçons de la première phase, la deuxième phase a été caractérisée par :

- la formation du personnel et celle des dirigeants ;
- l'embauche d'un agent de crédit permanent ;
- l'introduction progressive des outils de gestion performant ;
- l'octroi de crédit collectif conforme au calendrier agricole ;
- la formation préalable des potentiels bénéficiaires des crédits avant de leur octroyer des prêts ;
- l'implication des responsables de différentes organisations paysannes dans l'opération de recouvrement des crédits sans oublier la pression exercée par le bailleur aux bénéficiaires des crédits à travers des agents volontaires à sa charge. Le montant de crédit variait entre 220 et 400 \$ US. Les bénéficiaires de crédit étaient exclusivement des organisations paysannes du District de Tshangu à Kinshasa et ceux du District de Mai-Ndombe dans la Province de Bandundu.

## **c) Résultats obtenus**

A la périphérie de Kinshasa, le taux d'impayé mensuel variait entre 0 et 3 % tandis qu'en milieu rural (District de Mai-Ndombe), il variait entre 5 et 8 %. Il faudrait noter que dans le monde rural, le seul agent de crédit parcourait des centaines de kilomètres sur les routes défectueuses. Ce qui justifie cette différence avec la capitale où l'agent de crédit était à côté des emprunteurs. Dans la capitale, l'IMF a recouvert la totalité du montant octroyé en crédit. Ce qui n'a pas été le cas dans le monde rural où les frais de recouvrement de crédit devenaient supérieurs aux intérêts attendus. La modicité de la subvention d'exploitation mise à notre disposition par le partenaire a découragé l'agent de crédit à recouvrer les prêts restants étant donnée que les frais de recouvrement étaient devenus plus importants que le montant à recouvrer.

Quant à la satisfaction des bénéficiaires de crédit de cette phase dans la réalisation de leurs activités agricoles, elle n'a souffert d'aucun doute. C'est à partir de cette expérience en y exploitant ses faiblesses et ses points forts que la MEC / IDECE voudrait bâtir des structures de financement décentralisé viables, et durables pour appuyer le monde rural dans le Mai-Ndombe à travers des paysans entrepreneurs.

## **V. APPROCHE DE LA MEC IDECE AU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE FAMILIALE**

Pour ce qui concerne cette expérience que nous voulons mener au Mai-Ndombe, nous nous limitons au financement de l'agriculture familiale qui est essentiellement pratiquée dans cette partie du pays. C'est elle qui fournit l'essentiel de la production agricole du District. Il s'agira notamment du financement de l'exploitation agricole familiale, des organisations paysannes, de petites entreprises de transformations des produits agricoles sans oublier l'appui financier aux activités de la pêche et de l'élevage.

## **1. Le crédit comme élément incitateur de l'encadrement de la productivité grâce à l'amélioration des techniques de production**

Il s'agit pour la MEC-IDECE de financer des activités agricoles en s'assurant que le crédit sera affecté dans une activité dont la rentabilité est attestée, une fois pratiquée dans le respect des techniques culturales et des exigences de chaque culture.

Pour ce faire, la MEC travaillera en collaboration avec des ONG ou des services techniques d'appui à l'agriculture qui par leur expertise accompagneront les agriculteurs et rassureront la MEC sur la production estimative de chaque paysan. La synergie avec les Organisations Paysannes sera la règle d'or pour assurer le succès des crédits octroyés à leurs membres.

Les cultures vivrières et de rentes à financer seront sélectionnées non seulement en fonction de leur productivité mais aussi et surtout en fonction de leur rentabilité. La même stratégie sera appliquée pour les pêcheurs et les éleveurs organisés.

## **2. Financer la chaîne des intervenants du secteur agricole**

Les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs, les transporteurs, les cantonniers constituent la chaîne des intervenants du secteur agricole. Tous seront sensibilisés et conscientisés pour être membres de la MEC-IDECE c'est-à-dire propriétaires et bénéficiaires de ses services.

Celle-ci finance les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs pour qu'ils produisent plus et distribuent davantage des biens aux consommateurs ce qui leur permettra d'améliorer leur revenu et d'accroître leur autonomie financière. Il y aura des crédits intrants, main d'oeuvre de labour, de semis, de la récolte, de stockage, du gros et petit bétail, des alevins. Le remboursement se fera progressivement au fur et à mesure que la vente des produits s'opère.

Octroyer des crédits aux paysans entreprenants est un moyen direct de combattre la pauvreté et la faim en permettant aux gens de produire plus de nourriture et d'avoir plus de revenu pour satisfaire leurs besoins sociaux. Au cas où la MEC obtiendrait un portefeuille de crédit consistant, les transporteurs terrestres et fluviaux obtiendront des crédits pour s'approvisionner en pièces de rechange et en carburant. Cet appui financier servira à faciliter l'évacuation de la production agricole vers de grands centres de consommation et pourra aussi être octroyé aux coopératives de commercialisation si elles existent dans le milieu.

Les cantonniers, grâce à une importante production agricole gagneront par le système de péage à travers leur métier d'entretien des routes. Plus les transporteurs feront des navettes, plus les revenus des cantonniers augmenteront. Les opérateurs économiques du milieu, notamment des commerçants pourront écouler leurs marchandises car l'amélioration du revenu du paysan lui permet de s'approvisionner facilement en produits de première nécessité et en produits manufacturés logés dans les

boutiques des commerçants de la contrée ou dans les cantines mises en place par les coopérateurs.

Bref, toute la chaîne des catégories citées trouvera son compte y compris la MEC-IDECE. Pour ce faire, le calendrier agricole sera désormais le dénominateur commun et le centre d'intérêt de la communauté.

### **3. Appui crédits aux initiatives existantes**

Se référant à sa vision, à sa mission et à ses valeurs, la MEC-IDECE apportera son appui financier aux micro entreprises de transformation des produits agricoles et celles de fabrication des intrants agricoles qui sont des débouchés potentiels des paysans.

Ces unités à petites échelles qui procurent un revenu de substance à leurs promoteurs, bénéficieront de crédit en vue de se transformer en petites entreprises capables de fournir à leur tour des emplois pour des tiers. Grâce aux crédits à moyen terme obtenus, ces promoteurs vont acquérir des équipements pour augmenter la quantité et améliorer la qualité de leurs produits. Ils pourront aussi grâce aux crédits obtenus, augmenter leur fonds de roulement.

### **4. Mobilisation de l'épargne**

Des stratégies appropriées de sensibilisation et de conscientisation de la population rurale sur l'importance de l'épargne seront mises en application. Le paysan doit comprendre que l'épargne est une sécurité face aux problèmes sociaux auxquels il est régulièrement confronté (maladies, décès, naissance, scolarisation des enfants, ...).

Il est important de rappeler que l'épargne est le moteur du développement tant au niveau local, national qu'international. Elle rend possible l'investissement et ce dernier permet la production tandis que celle-ci crée des revenus dont une partie servira à l'épargne. Enfin, pour qu'il soit durable, la MEC-IDECE doit puiser sa force au niveau local. La mobilisation d'une grande épargne auprès de la population constitue sa force locale et renforcera davantage sa capacité à offrir des produits financiers à ses membres.

### **5. Diversification des produits financiers**

Des études du marché seront menées pour déterminer des besoins en produits financiers de la communauté et même des produits innovants. En cas d'absence des compétences internes, la MEC-IDECE fera appel à l'expertise extérieure pour d'une part mener ses études et d'autre part renforcer ses capacités afin d'offrir les différents produits financiers répondant aux besoins de la communauté où elle est implantée.

## **6. Gestion des risques**

Les risques et l'incertitude inhérents à l'activité agricole font que la MEC-IDECE qui la finance doit se prémunir contre les différents aléas de peur qu'elle ne disparaisse prématurément. A titre d'exemple, les revenus qui découlent de l'activité agricole sont saisonniers et parfois fluctuants d'une année à une autre. Pour faire face à ces risques, quelques dispositions reprises ci-dessous seront mises en application.

### **a) Introduction de la micro assurance santé**

Elle peut se définir comme un système de protection sociale à base communautaire fondé sur les principes de partage du risque, de solidarité et de prévoyance.

L'état de santé des bénéficiaires de crédit est déterminant dans le maintien de la qualité du portefeuille de crédit. L'introduction de la micro assurance santé est un moyen de gestion de risque de la MEC car elle atténue le recours des emprunteurs aux crédits reçus pour répondre aux problèmes de santé. La micro assurance répond à une préoccupation majeure des populations rurales et représente une source de motivation et de fidélisation à l'IMF. Elle a aussi une influence positive sur la préservation des forces productrices des exploitants agricoles. Enfin, elle facilite l'encrage social de la MEC-IDECE dans le milieu.

Ces organisations solidaires locales (coopératives et micro assurance santé) pourront à moyen terme, contribuer à l'émergence d'une société civile responsable et dynamique dans ce milieu où les activités d'une société civile organisée avec un leadership affirmé sont encore balbutiantes. Il faudrait aussi reconnaître que le ménage est une unité économique mais aussi sociale qui à la fois a des besoins d'investissement et des besoins sociaux pour lesquels il faut tenir compte si l'on veut améliorer la qualité du portefeuille de crédit.

### **b) Formation des groupes solidaires**

Les crédits seront octroyés prioritairement aux organisations paysannes et autres groupes préexistants formés par les gens sur base de confiance mutuelle. D'autres groupes solidaires seront formés autour d'une personne crédible, notamment les différents membres des organes.

Chaque dirigeant jouera le rôle de la soupape de la sécurité de la MEC pour le groupe des bénéficiaires de crédit constitué autour de sa personne.

### **c) Constitution des fonds de solidarité**

Les bénéficiaires de crédit verseront l'équivalent de 5 \$ à la dernière échéance de crédit comme contribution aux fonds de solidarité. Cette somme sera placée dans un compte bloqué pour générer des intérêts. A la longue, lorsque le fonds deviendra consistant, il servira à couvrir les défauts de remboursements des crédits des membres de cette communauté. A cet effort local, pourra s'ajouter la contribution des

pouvoirs publics et des partenaires au développement pour accroître le volume du fonds.

**d) Instauration du champ communautaire**

Dans chaque village ou groupe de villages, les bénéficiaires des crédits cultiveront un champ communautaire sous la supervision du chef du village. Les recettes provenant de ces champs constitueront un fonds de garantie pour les bénéficiaires de crédits. En cas de défaut de paiement de quelques membres du village, le chef recourra aux recettes des produits de ce champ pour rembourser les crédits en délinquance. Les insolvable seront redevables vis-à-vis de leurs pairs à travers le chef du village gestionnaire dudit fonds.

**f) Diversification du portefeuille**

La diversification du portefeuille permet de répartir les risques entre production agricole et activités rurales. Elle limite dans une certaine mesure, le degré de risques de la production agricole. Donc la MEC-IDECE va financer des activités économiques rurales diversifiées.

**g) Présence de la MEC-IDECE en milieu urbain**

Etant donné que les activités agricoles sont saisonnières, le réseau de la MEC-IDECE sera présent dans les centres urbains où les activités sont diversifiées afin de compenser la période de baisse d'activités dans le monde rural.

En définitive, la sécurisation du crédit agricole repose d'abord sur la sécurisation même du secteur agricole : stabilité de prix, débouchés, organisation, service d'appui à l'agriculture ... Ensuite cette sécurisation dépend aussi du secteur de la micro finance, notamment des compétences des dirigeants et agents des IMF, de l'utilisation des outils de gestion performant, la régularité du contrôle et l'amélioration de la gouvernance. Si le deuxième aspect du succès dépend de l'IMF, le premier par contre, exige l'implication de l'Etat.

Nous plaidons pour que les paysans congolais en général et celui du Maï-Ndombe en particulier, soit investi des moyens et puisse avoir le pouvoir d'agir afin de devenir artisan et patron d'une unité de production agricole viable et pérenne. C'est à la préparation de cet avenir de citoyenneté entrepreneuriale que la MEC-IDECE s'attache.

Nous voulons que le paysan prenne conscience que plus il entreprend, plus il crée des emplois, plus il gagne en mieux-être, plus il se fait respecter, plus le pays se développe, plus il se prend en charge et plus il assoit son autonomie et affirme sa dignité de nation souveraine.

L'agriculture reste un secteur majeur pour le développement économique de notre pays. Pour preuve, la grande industrie d'extraction des minerais "LA GECAMINES" qui jadis contribuait à plus de 80 % au budget national, a été construite avec les recettes provenant de la production de l'huile de palme produit dans la

province du Bandundu et de l'hévéa dans la province de l'Equateur, dont nous étions parmi les plus grands producteurs au niveau mondial. Une attention particulière devrait être accordée à l'agriculture familiale pratiquée par la majorité de notre population pour l'intensifier et la moderniser.

Aujourd'hui, la seule capacité d'autofinancement des agriculteurs ne suffit plus à financer cette intensification et cette modernisation. C'est dans ce contexte que la contribution de la micro finance à l'agriculture familiale devient une nécessité incontournable.

La synergie micro finance – agriculture peut contribuer à la relance de la production agricole dans ce District et à la reconstitution d'une classe moyenne à partir de ce secteur. Nous référant même à la politique agricole actuelle de notre pays et du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté "**DSCR**P" élaborée par le Gouvernement congolais, la mise en place d'un système de crédit adapté en faveur des organisations paysannes est l'une de stratégies de la relance de la production agricole, contribuant ainsi à la monétarisation du monde rural.

Pour réussir ce pari, les infrastructures routières et fluviales devraient être entretenues par l'Etat, la concertation et la collaboration entre différents partenaires tels le pouvoir public, les IMF, les organisations paysannes, les opérateurs économiques, les ONG, les bailleurs des fonds, les structures d'appui technique et les institutions de recherche ne doivent plus être un slogan mais une réalité quotidienne. Les ONG particulièrement s'occuperont de l'animation, de la structuration et de la formation des organisations paysannes.

Donc, la MEC-IDECE est appelée à travailler en collaboration avec des acteurs économiques et sociaux de la communauté en vue de constituer un carrefour par lequel la synergie ville – campagne améliore à la fois le déficit alimentaire des citadins et le revenu du paysan. D'ailleurs, la finalité d'une IMF n'est pas en soit d'offrir des services financiers mais plutôt de promouvoir le développement économique de la communauté où elle est implantée. La micro finance devient alors un outil de lutte contre la pauvreté par la promotion de l'initiative privée. Etant encore fragile dans notre pays, le secteur de la micro finance a encore besoin d'appui technique, logistique et financier consistant pour se consolider.

*Paul BONDA*

*PCA de la MEC-IDECE*

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.